

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2024

Partie nominative

THOMAS GRANULATS SARL

11 Bd Jean Jaurès
42160 Andrézieux-Bouthéon

Affaire suivie par : Stéphanie ROME
Téléphone : 04 77 43 53 53
Courriel : stephanie.rome@developpement-durable.gouv.fr
Références : UID4243 MEA 024 0268
Code AIOT : 0010500296

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 07/10/2024 de l'établissement THOMAS GRANULATS SARL implanté La Ronze 42210 CRAINTILLEUX. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines

Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :

• Stéphanie ROME, Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire, MEA, inspectrice de l'environnement

Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :

M. Rémy TISSOT, Responsable d'exploitation

Le courriel d'échange avec l'administration est p.dusart@thomas-sograma.com

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
L'Inspecteur de l'environnement	Le Chef délégué de l'Unité Interdépartementale Loire Haute-Loire

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42000 St Etienne

St Etienne, le 14/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

THOMAS GRANULATS SARL

11 Bd Jean Jaurès
42160 Andrézieux-Bouthéon

Références : UID4243 MEA 024 0268
Code AIOT : 0010500296

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/10/2024 dans l'établissement THOMAS GRANULATS SARL implanté La Ronze 42210 CRAINTILLEUX. L'inspection a été annoncée le 04/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection réalisée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- THOMAS GRANULATS SARL
- La Ronze 42210 CRAINTILLEUX
- Code AIOT : 0010500296
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société THOMAS GRANULATS a bénéficié d'une autorisation de renouvellement et d'extension de sa carrière de Craintilleux par arrêté préfectoral du 06/07/2023 pour une durée de 25 ans et sur une superficie totale d'environ 47 ha. Les matériaux extraits sont traités hors site (ils sont acheminés vers l'installation de Veauchette).

L'exploitation de la phase 1 a démarré au cours du 3ème trimestre 2024.

Thèmes de l'inspection :

- Bruits et vibrations
- Eaux souterraines
- Aménagements préliminaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 4.2.4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.1.4	Demande d'action corrective	15 jours
7	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.3	Demande d'action corrective	2 mois
8	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 10.2.2	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Bruit	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 6.2.3	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.1.1	Sans objet
4	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.1.2	Sans objet
6	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notification de la mise en service n'a pas été réalisée et le nouvel acte de cautionnement n'a pas été établi.

Par ailleurs, les modalités de surveillance des eaux souterraines n'ont pas été mises à jour avec le nouvel arrêté préfectoral.

Le plan d'exploitation doit être revu pour faire apparaître toutes les informations demandées et doit être transmis chaque année.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 4.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant implante un réseau d'ouvrages de suivi (permettant à la fois la mesure de niveau et le prélèvement pour l'analyse) comportant à minima deux ouvrages à l'amont hydraulique et 3 ouvrages à l'aval hydraulique. Les emplacements choisis pour ces ouvrages doivent être pérennes. Cf. annexe « Localisation du réseau de suivi des eaux souterraines »</p> <p>L'implantation, la réalisation, l'équipement et l'abandon de ces ouvrages se font en respectant les dispositions figurant dans l'annexe Piézomètres.</p> <p>Les analyses de contrôle des eaux de la nappe sont réalisés sur les piézomètres et dans le plan d'eau selon les modalités suivantes :</p> <p>chaque mois, une mesure du niveau d'eau dans les piézomètres ainsi qu'une mesure du niveau d'eau dans le plan d'eau,</p> <p>chaque semestre, une mesure de l'ensemble des paramètres suivants, une mesure en période de hautes et une mesure en période de basses eaux :</p> <p>Mesure du niveau d'eau pH, oxygène dissous, conductivité, température, Sulfates (SO₄) , Fer total (Fe), Manganèse(Mn) et Aluminium (Al) Chlorures, Fluorures et Indice Phénol Demande chimique en oxygène (DCO), Matières en suspension (MES) et Carbone organique total (COT), BTEX (Benzène, Toluène, Ethylbenzène et Xylène) Métaux lourds (As, Ba, Cd, Cr total, Cu, Hg, Mo, Ni, Pb, Sb, Se, Zn) COHV Hydrocarbures totaux PCB, HAP Nitrates Acrylamides</p> <p>Pour chaque ouvrage de suivi, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...).</p> <p>En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constaté par l'exploitant, l'inspection des installations classées est informée, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, les mesures suivantes sont mises en œuvre :</p> <p>mise en place d'un plan d'action et de surveillance renforcée, communication, à une fréquence</p>

déterminée par le préfet, d'un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Une synthèse des résultats de ces contrôles est établie et communiquée annuellement à l'inspecteur des installations classées et tenu à la disposition du maire de la commune.

Constats :

En plus des piézomètres existants, l'exploitant a créé 2 piézomètres supplémentaires PZ6 et PZ7 à l'est. Le réseau de piézomètres est complet et compte 3 piézomètres aval.

L'exploitant a été en mesure de présenter 2 campagnes d'analyses en 2023 (juin et novembre).

Pour 2024, la première campagne a été décalée au mois de septembre. L'exploitant a prévu une 2ème campagne en 2024 pour la période hivernale.

Les analyses réalisées en novembre 2023 et septembre 2024 ne comprennent pas tous les paramètres fixés à l'article 4.2.4. Les analyses ne font pas l'objet d'un tableau de synthèse pour suivre l'évolution de chaque paramètre.

Les relevés piézométriques sont réalisés en interne et sont reportés dans un tableau de suivi.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

- Rectifier la liste des paramètres à analyser et programmer rapidement une 2ème campagne de prélèvements et d'analyses en 2024,
- Établir un tableau de synthèse pour suivre l'évolution de chaque paramètre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 6.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de bruit
Prescription contrôlée : <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée 6 mois au maximum après l'entrée en vigueur du présent arrêté. Ces campagnes de mesures sont renouvelées en cas de plainte et, au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none">- tous les ans durant les phases 1 et 3,- une fois au cours de chacune des phases 2, 4 et 5. <p>Ces mesures portent sur les points localisés dans l'annexe « Points de localisation des mesures de bruit ».</p> <p>Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p> <p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
Constats : <p>Une première campagne de mesures a été réalisée le 7/02/2024. Les résultats sont conformes aux valeurs limites de l'AP.</p> <p>Une nouvelle campagne de mesures doit être programmée pour début 2025.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Le bureau d'études ne fait pas référence au bon arrêté préfectoral d'autorisation dans ses rapports : faire rectifier l'erreur.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.1
Thème(s) : Autre, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents : son identité (raison sociale et adresse), la référence de l'autorisation, l'objet des travaux, l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté, la mention « interdiction d'accès à toute personne non autorisée ».
Constats : Panneau mis à jour avec le nouvel arrêté préfectoral d'autorisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.2
Thème(s) : Autre, Bornage
Prescription contrôlée : Préalablement à la mise en exploitation des carrières à ciel ouvert, l'exploitant est tenu de placer : 1° Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation; 2° Le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
Constats : L'extension de la carrière, autorisée par arrêté du 6/07/2023, est délimitée par une route départementale (RD (RD108) à l'est, par une route départementale (RD54) au sud et par le chemin de la ronze au nord.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.1.4
Thème(s) : Autre, Dispositions préalables
Prescription contrôlée : Préalablement à l'exploitation du gisement, l'exploitant devra avoir réalisé les travaux et satisfait aux prescriptions mentionnées aux articles 2.1.3, 2.1.4, 8.1.1.1 à 8.1.1.3. La mise en service est réputée réalisée dès lors qu'ont été réalisés ces travaux, équipements et aménagements. L'exploitant notifie au préfet et au maire de la commune de Craintilleux la mise en service de la carrière. Dans sa notification au préfet, il joint le document mentionné à l'article 11.2.1 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant n'a pas procédé à la notification de la mise en service.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Notifier la mise en service
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.2.4
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitation se déroule suivant le phasage d'exploitation défini dans le dossier de demande. Le plan de phasage de l'exploitation est annexé au présent arrêté.
Constats : Démarrage de l'exploitation dans l'angle nord-est, ce qui correspond bien à la phase 1 du plan de phasage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 8.1.3
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie du site est établi par l'exploitant. Sur ce plan sont reportés : les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, les bords de la fouille, les courbes de niveau, les cotes d'altitude des points significatifs, hors d'eau et sous eau, la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection, le cas échéant, les zones défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état, l'emprise des infrastructures (voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes. Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités. Ce plan et ses annexes sont mis à jour au moins une fois par an et est conservé sur l'emprise de la carrière. Un exemplaire est transmis à l'inspection des installations classées.
Constats : Le dernier plan d'exploitation réalisé date de décembre 2023. Il a été présenté lors de l'inspection. Le plan ne permet pas de visualiser toutes les informations demandés à l'article 8.1.3 et n'est pas transmis à l'inspection.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Transmettre le plan d'exploitation de décembre 2023 et transmettre chaque année les plans suivants,• Faire apparaître toutes les informations listées dans l'article 8.1.3 et ce dès le prochain plan d'exploitation (fin 2024).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/07/2024, article 10.2.2
Thème(s) : Autre, Montant des garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières (CR) permettant d'assurer la remise en état maximale de la carrière au cours de chacune des périodes quinquennales est : Phase 1 (0 à 5 ans) : 646 982 €
Constats : L'exploitant a été en mesure de présenter une garantie couvrant le site jusqu'en 2027 mais avec un montant très inférieur à ce que prévoit l'article 10.2.2 (cet acte de cautionnement est basé sur l'arrêté préfectoral précédent).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <ul style="list-style-type: none">• Transmettre un acte de cautionnement à jour
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours